

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 octobre 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "accordant une allocation de bilinguisme à certains militaires appointés", a donné le 23 octobre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 20 oktober 1998 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot toekenning van een toelage voor tweetaligheid aan sommige weddetrekkende militairen", heeft op 23 oktober 1998 het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en ces termes :

"Vu l'urgence motivée par le fait que, suite notamment aux nombreux départs dans le cadre de la restructuration fondamentale des Forces armées, le nombre de militaires ayant la connaissance légale de la deuxième langue nationale diminue. Le manque d'officiers disponibles ayant légalement la connaissance approfondie de la deuxième langue nationale crée de nombreux problèmes notamment sur le plan de la constitution de jurys d'examen ainsi que pour la désignation de professeurs et instructeurs dans le cadre des formations organisées par la Défense nationale. L'incitation au plus tôt des militaires à devenir légalement bilingues est rendue plus nécessaire encore par l'approche de la prochaine session d'examen et, à titre subsidiaire, la prise d'effet de l'arrêté royal avec effet rétroactif au 1er janvier 1998. La motivation au plus tôt des militaires permettrait sans conteste un meilleur fonctionnement du Département;" (1).

*

*

*

(1) Selon les précisions fournies par l'officier délégué, "l'octroi de l'allocation permettrait de limiter la désaffectation de certains officiers lors de la deuxième phase du cours de connaissance approfondie ayant lieu du 16 au 27 Nov 1998 et lors de l'examen prévu les 16 et 17 Dec 1998."

.../...

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

Préambule

Alinéa 1er

Il convient de viser l'article 11, § 2, et pas seulement l'alinéa 1er de ce paragraphe, et également l'article 12 de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires, ce dernier article constituant le fondement de l'article 4 en projet.

Alinéa 2

Ce considérant est superflu et doit être omis.

Alinéa 3

Il convient de compléter l'intitulé du comité de négociation par les mots "du personnel militaire des forces armées".

.../...

Dispositif

Article 1er

1. Interrogé sur le sens des termes "militaire appointé", l'officier délégué a répondu que ceux-ci figuraient dans la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires.

Or, cette loi parle du traitement des militaires et n'utilise pas à proprement parler une telle expression.

L'arrêté en projet ayant notamment comme base légale, l'article 11, § 2, de la loi du 20 mai 1994, précitée, il convient de respecter la terminologie de celle-ci et de viser les militaires en service actif.

2. Il ressort des explications fournies par l'officier délégué que le 3° de l'article 1er en projet, est une condition qui se cumule avec le 1° et le 2°. Autrement dit pour pouvoir bénéficier de l'allocation de bilinguisme lorsqu'on est officier, il faut non seulement posséder une connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise mais, en outre, être en service dans une unité à régime linguistique mixte ou dans une unité unilingue de l'autre régime linguistique.

Telle que cette disposition est actuellement rédigée, la volonté de cumul n'apparaît pas explicitement.

.../...

Mieux vaudrait transformer le 3° en un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

"En outre, l'officier visé au 1° et le sous-officier visé au 2°, doivent être en service ... (la suite du texte en projet).".

3. Le 3° en projet fait également référence à des "tableaux organiques" qui définissent le régime linguistique des unités.

Interrogé sur la portée juridique de ces tableaux, l'officier délégué a répondu que ceux-ci étaient des documents internes à l'armée et qu'ils n'avaient aucune base légale ou réglementaire.

Compte tenu de ces informations, il convient de supprimer la dernière phrase du 3°.

4. Le Conseil d'Etat constate également que l'allocation de bilinguisme n'est accordée qu'aux officiers et sous-officiers qui ont soit une connaissance approfondie, soit une connaissance effective, du français ou du néerlandais.

Or, en vertu de l'article 21 de la loi du 30 juillet 1938, précitée, il est prévu que des unités d'expression allemande peuvent exister au sein de l'armée. Seuls peuvent être affectés à ces unités, les officiers et les gradés

.../...

subalternes qui ont justifié, par un examen, de la connaissance effective de la langue allemande.

En conséquence, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'arrêté en projet se limite au bilinguisme néerlandais-français ou français-néerlandais.

Au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, le projet pourrait être entaché d'une discrimination.

Il appartiendra aux auteurs du projet d'apprécier s'il existe des raisons objectives et pertinentes justifiant cette différence de traitement.

Article 3

Mieux vaut supprimer dans la première phrase en projet, les termes "il est constaté que" qui risquent de créer des difficultés d'interprétation.

Article 5

Cette disposition est dépourvue de caractère réglementaire en tant qu'elle concerne uniquement l'organisation interne de l'administration militaire. Elle sera en conséquence omise.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief en in de aanhef aldus :

"Vu l'urgence motivée par le fait que, suite notamment aux nombreux départs dans le cadre de la restructuration fondamentale des Forces armées, le nombre de militaires ayant la connaissance légale de la deuxième langue nationale diminue. Le manque d'officiers disponibles ayant légalement la connaissance approfondie de la deuxième langue nationale crée de nombreux problèmes notamment sur le plan de la constitution de jurys d'examen ainsi que pour la désignation de professeurs et instructeurs dans le cadre des formations organisées par la Défense nationale. L'incitation au plus tôt des militaires à devenir légalement bilingues est rendue plus nécessaire encore par l'approche de la prochaine session d'examen et, à titre subsidiaire, la prise d'effet de l'arrêté royal avec effet rétroactif au 1er janvier 1998. La motivation au plus tôt des militaires permettrait sans conteste un meilleur fonctionnement du Département;" (1).

*

* *

(1) De gemachtigde officier heeft het volgende gepreciseerd : "l'octroi de l'allocation permettrait de limiter la désaffectation de certains officiers lors de la deuxième phase du cours de connaissance approfondie ayant lieu du 16 au 27 Nov 1998 et lors de l'examen prévu les 16 et 17 Dec 1998.".

.../...

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich bepaald tot het maken van de volgende opmerkingen.

Aanhef

Eerste lid

Er behoort te worden verwezen naar artikel 11, § 2, en niet alleen naar het eerste lid van die paragraaf, en tevens naar artikel 12 van de wet van 20 mei 1994 houdende de geldelijke rechten van de militairen, aangezien het laatstgenoemde artikel de rechtsgrond oplevert voor het ontworpen artikel 4.

Tweede lid

Deze considerans dient als overbodig te vervallen.

Derde lid

De naam van het onderhandelingscomité dient te worden aangevuld met de woorden "van het militaire personeel van de krijgsmacht".

.../...

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. Op de vraag naar de betekenis van de woorden "weddetrekkende militair" heeft de gemachtigde officier geantwoord dat deze woorden vermeld worden in de wet van 20 mei 1994 houdende de geldelijke rechten van de militairen.

Deze wet heeft het evenwel over de wedde van de militairen en gebruikt in werkelijkheid zulk een uitdrukking niet.

Aangezien de rechtsgrond voor het ontworpen besluit onder meer wordt opgeleverd door het voormelde artikel 11, § 2, van de wet van 20 mei 1994, dient de terminologie ervan in acht te worden genomen en dient te worden gesproken van militairen in actieve dienst.

2. Uit de door de gemachtigde officier verstrekte uitleg blijkt dat onderdeel 3° van het ontworpen artikel 1 een voorwaarde is die tegelijk moet worden vervuld met die van onderdeel 1° en 2°. Om, met andere woorden, als officier aanspraak te kunnen maken op de tweetaligheids-toelage, dient men niet alleen een grondige kennis van de Nederlandse of Franse taal te hebben, maar bovendien, zijn dienst te vervullen in een eenheid met gemengd taalstelsel of in een eentalige eenheid van het andere taalstelsel.

.../...

Zoals die bepaling thans is geredigeerd, blijkt niet met zoveel woorden dat het de bedoeling is dat die voorwaarden tegelijkertijd worden vervuld.

Het zou beter zijn van onderdeel 3° een tweede lid te maken, luidende :

"De in 1° bedoelde officier en de in 2° bedoelde onderofficier, moeten bovendien dienst doen in een eenheid met gemengd taalstelsel ... (voorts zoals in het ontwerp).".

3. Het ontworpen onderdeel 3° verwijst tevens naar "organieke tabellen" die het taalstelsel van de eenheden vastleggen.

Over de juridische draagwijdte van die tabellen heeft de gemachtigde officier desgevraagd geantwoord dat dit interne documenten zijn van het leger en dat ze geen rechtsgrond vinden in een wet of een verordening.

Gelet op die inlichtingen dient de laatste zin van onderdeel 3° te worden geschrapt.

4. De Raad van State stelt tevens vast dat de tweetaligheidstoelage alleen wordt toegekend aan de officieren en onderofficieren die ofwel een grondige kennis, ofwel een effectieve kennis van het Nederlands of het Frans hebben.

.../...

Krachtens artikel 21 van de voormelde wet van 30 juli 1938 kunnen evenwel Duitstalige eenheden bestaan in het leger. Alleen de officieren en de ondergeschikte gegradueerden die door een examen hebben doen blijken van de effectieve kennis van de Duitse taal kunnen worden aangewezen voor die eenheden.

Het is de Raad van State bijgevolg niet duidelijk waarom het ontworpen besluit zich bepaalt tot tweetaligheid in het Nederlands of het Frans.

Uit het oogpunt van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zou het ontwerp een discriminatie kunnen inhouden.

De stellers van het ontwerp zullen moeten uitmaken of er objectieve en relevante redenen voorhanden zijn die dat verschil in behandeling rechtvaardigen.

Artikel 3

Het zou beter zijn in de ontworpen eerste zin de woorden "vastgesteld wordt dat" te schrappen daar ze aanleiding kunnen geven tot interpretatiemoeilijkheden.

Artikel 5

Deze bepaling draagt geen reglementaire signatuur in zoverre ze alleen betrekking heeft op de interne organisatie van het militaire bestuur. Ze dient bijgevolg te vervallen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme F. CARLIER, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. F. CARLIER, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN